



BULLETIN SUR LA CONSOLIDATION

N° 3

Les progrès au chapitre de la consolidation et de la restructuration se poursuivent, dans une large mesure grâce à l'activité des groupes de travail interministériels. En outre, des représentants des quatre principaux ministères du service extérieur et des organismes centraux intéressés se sont réunis officieusement et le Comité de gestion du personnel a tenu sa cinquième réunion plénière le 31 juillet.

Restructuration

Comme on l'a déjà signalé, le Groupe de travail de la restructuration collabore étroitement avec le Conseil du Trésor afin de déterminer la meilleure méthode de classifier chaque poste du service extérieur, comme préalable à l'établissement d'une nouvelle structure de paliers.

Il a maintenant été décidé que, sous sa forme initiale, le "plan directeur d'évaluation" (MEP) du Conseil du Trésor ne permet pas de classifier convenablement les postes du service extérieur. Le Groupe de travail de la restructuration a donc entrepris, avec l'aide du Conseil du Trésor, d'élaborer un nouveau plan de classification, propre à la fonction du service extérieur mais s'inspirant de façon générale de la formule et des concepts du "plan directeur d'évaluation". Un premier projet de norme a été terminé le 11 août et, depuis, le Groupe de travail s'occupe d'étudier, à titre expérimental, un échantillon représentatif de postes FS par rapport à cette norme révisée. Cela devrait permettre de déterminer si le plan proposé permet de différencier utilement les postes FS fonctionnels et d'évaluer toute la gamme de postes dont se composera le groupe FS élargi du service extérieur consolidé.

Le plan d'action initial, approuvé par le CGP, prévoyait pour la restructuration et la consolidation des courbes de progrès parallèles. Cependant, à la suite de consultations auprès d'experts des organismes centraux, il est maintenant évident que les ministères ne disposeront pas, dans de proches délais, des moyens nécessaires pour entreprendre la reclassification des agents et que, par conséquent, le processus de restructuration ne pourra être achevé avant le milieu de 1981. La consolidation devant progresser selon l'échéancier établi initialement par le Cabinet du Premier ministre, il a donc été décidé de séparer les deux processus et d'établir de nouveaux délais pour la restructuration. Ainsi, la consolidation s'achèvera vraisemblablement avant la restructuration, qui devrait ensuite se terminer dans les meilleurs délais. Dans l'intervalle, le CGP étudie sérieusement diverses mesures administratives intérimaires applicables au service extérieur consolidé.

Consolidation

Comme prévu, bon nombre des arrangements concernant la CEIC sont parachevés et les négociations entre les Affaires extérieures, l'ACDI et I&C se poursuivent. En outre, le SDC a discuté avec l'OTC des modalités d'intégration des opérations touristiques régionales à celles du SDC.

Les discussions entre les Affaires extérieures et la CEIC visent principalement à déterminer le nombre d'agents et d'employés de programmes de la CEIC et recrutés sur place devant être mutés, ainsi qu'à identifier les postes visés. Sont à l'étude des postes dans la division du Service extérieur de l'administration centrale de la CEIC, y compris le personnel chargé de la gestion des ressources, ainsi que des postes dans les missions à l'étranger. Les deux ministères ont établi un groupe de travail conjoint chargé de s'assurer que le budget principal des dépenses des deux ministères pour 1981-1982 tienne compte de tous les transferts d'années-personnes et de crédits budgétaires. La mise en application des arrangements concernant les affectations auprès de la division du Service extérieur à l'administration centrale de la CEIC attendra la mise au point d'arrangements en ce qui concerne les autres ministères.

Les modalités visant les affectations uniques spéciales d'agents basés au Canada de la CEIC au service extérieur consolidé demeurent à l'étude.

Des discussions se poursuivent parallèlement entre les Affaires extérieures et l'ACDI, concernant le transfert de fonds pour les déplacements et les activités de représentation et les modalités d'affectation d'employés de l'Agence aux Affaires extérieures.

Quatre documents de travail ont été diffusés et ont fait l'objet de discussions officieuses. Il s'agit des documents d'I&C intitulés "Politique relative aux cadres de direction du SDC" et "Intégration de l'OTC, du SDC et des bureaux régionaux", et des documents des Affaires extérieures intitulés "Secteurs de spécialisation du service extérieur" et "Affectations à l'administration centrale". Sont également en cours de préparation les documents suivants: "Le groupe de la haute direction" (I&C), "L'avancement" (Affaires extérieures) et "Gestion du secteur de l'aide au développement" (ACDI). Tous ces documents devraient être prêts pour diffusion à la mi-septembre. Les éléments importants de ces documents, une fois approuvés, seront incorporés dans les prochains bulletins.

Ministères ayant des intérêts à l'étranger

Des représentants des Affaires extérieures ont tenu des consultations avec les ministères qui n'appartiennent pas au service extérieur mais qui ont des postes à l'étranger (SBSC, MAS, Revenu, Travail, Agriculture, Finances, Transports et Archives publiques) et leur a remis un projet de protocole d'entente relatif à leurs liens avec un service extérieur consolidé. Dans les grandes lignes, il est proposé que les postes de ces ministères à l'étranger soient transférés à l'effectif des Affaires extérieures, mais que les ministères continuent à en choisir les candidats. Les fonds affectés aux déplacements et aux activités de représentation seraient transférés au budget du ministère des Affaires extérieures et administrés par ce dernier.

De façon générale, les ministères intéressés ont réservé un accueil favorable à cette proposition et des consultations sont actuellement en cours concernant le recensement des postes et les arrangements budgétaires.

Le CPM reconnaît qu'il importe d'élaborer à l'intention du personnel en affectation unique des conditions de travail équitables par rapport à celles des employés du service extérieur permutant. Il s'agit là d'un sujet délicat pour lequel l'enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur devrait être fort utile.

Enquête sur les conditions de vie et de travail dans le service extérieur

Comme l'indiquait le télex du 29 août à toutes les missions, M^{lle} Pamela McDougall, sous-ministre de Santé et Bien-être social Canada, a été nommée par le Premier ministre au poste de commissaire chargé d'une enquête spéciale sur "les répercussions que les changements dans les conditions de travail et de vie à l'étranger entraînent pour tous les membres du service extérieur et leurs familles". La nomination de M^{lle} Mc Dougall entre en vigueur le 1^{er} septembre 1980 et son rapport est attendu pour le 1^{er} novembre 1981. On informera les missions en temps utile des modalités selon lesquelles elles pourront communiquer leur point de vue à la Commission.

Le Comité de gestion du personnel

Le 1^{er} septembre 1980





CONSOLIDATION BULLETIN

NO. 3

Progress on Consolidation and Restructuring continues, largely through the work of the inter-departmental task forces. In addition, representatives of the four major foreign service departments and the central agencies concerned have met informally, and the full Personnel Management Committee held its fifth meeting on July 31.

Restructuring

As reported earlier, the Restructuring Task Force has been working closely with the Treasury Board to determine the most appropriate method of classifying FS positions, as a first step in establishing a new grade structure.

It has now been concluded that the Treasury Board's Master Evaluation Plan, in its original form, is not suitable for correctly classifying positions in the Foreign Service. As a consequence, the Restructuring Task Force is currently engaged, with Treasury Board assistance, in creating a new classification plan, unique to the FS function, but based generally on the form and concepts of the Master Evaluation Plan. A first draft of the rewritten standard was finalized on August 11 and, since then, the Task Force has been engaged in examining a cross-section of FS positions against this standard on a trial basis. This exercise should determine if the draft plan is capable of differentiating in a meaningful way between functional FS positions, and of evaluating the whole range of positions which will be included in the expanded FS Group in the consolidated Foreign Service.

The original plan of action, approved by the PMC, had envisaged parallel progress with the Restructuring and Consolidation processes. It has now become clear, however, following consultations with central agency experts, that departments will not have available to them the tools necessary to undertake a conversion of officers for some time, and that, as a result, it will not be possible to complete the Restructuring process before mid-1981. Consequently, as the Consolidation process must

adhere to the original timetable established by the Prime Minister's Office, it has been decided to separate the two processes and to establish a new timetable for Restructuring. Thus, it is likely that Consolidation will be completed before Restructuring, with Restructuring being finalized as soon as possible thereafter. Meanwhile, interim management measures for the Consolidated Foreign Service are under active consideration by the PMC.

Consolidation

As anticipated many of the arrangements with respect to CEIC have been finalized, and negotiations between External Affairs, CIDA and ITC are proceeding. In addition, TCS has had discussions with CGOT concerning the manner in which tourism field operations could be integrated into TCS.

Discussions between External Affairs and CEIC have focussed on the determination of the numbers of CEIC officers and locally-engaged program staff to be transferred, and the identification of the positions concerned. Positions in Foreign Branch Headquarters including resource management personnel and those at posts are being considered. The two departments have established a joint working group to ensure that the 1981/82 Main Estimates of both departments consistently reflect the transfer of P/Ys and budget. Arrangements for headquarters assignments to CEIC Foreign Branch will await the conclusion of arrangements for other departments.

Arrangements for single assignments of domestic-based CEIC officers to the consolidated Foreign Service remain under discussion.

At the same time, discussions are proceeding between External Affairs and CIDA concerning the transfer of funds for travel and hospitality and arrangements for the secondment of Agency personnel to External Affairs.

Four working papers have been circulated and discussed informally. These include ITC papers on "TCS Management Personnel Policy" and "CGOT/TCS&CRO Integration", and External Affairs papers on "Foreign Service Streams" and "Home Assignments". Additional papers in preparation deal with "Senior Management Pool" (ITC), "Promotions" (External Affairs) and "Management of the Aid Stream" (CIDA). It is expected that all papers will be ready for circulation by mid-September. Significant elements of these papers, when approved, will be incorporated into future Bulletins.

Foreign Interest Departments

External Affairs officials have consulted with those non-foreign service departments with positions abroad (HWC, DSS, Revenue, Labour, Agriculture, Finance, Transport and Public Archives) and left with them a draft Memorandum of Understanding concerning their relationship to a consolidated Foreign Service. In brief, it is proposed that departmental positions abroad should be transferred to the External Affairs establishment, but candidates should continue to be selected by the departments concerned. Travel and hospitality funds would be transferred to the External Affairs budget and administered by that department.

The departments concerned have, in general, responded positively to the proposal and consultations are underway with regard to the identification of positions and budgetary arrangements.

The PMC has recognized the importance of developing the terms and conditions for single-assignment personnel on an equitable basis with those for rotational foreign service personnel. This is an area of concern in which the Study of Terms and Conditions of the Foreign Service ought to make an important contribution.

Study of Terms and Conditions of the Foreign Service

As advised in the telex to all posts of August 29, Miss Pamela McDougall, Deputy Minister of Health and Welfare Canada has been appointed by the Prime Minister as Commissioner of Inquiry to conduct a special inquiry into "impact of changes in working and living conditions abroad on all members of the foreign service and their families". This appointment is effective September 1, and the report is to be presented by November 1, 1981. Posts will be advised as to the mechanisms for making representation to the Commission.

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01063719 0

DOCS

CA1 EA50 C51 EXF

no. 1 (May 5, 1980)-no. 3
(September 1, 1980)

Canada. Interdepartmental Committee
on External Relations

Consolidation bulletin

B1880767(E) .B2743796(F)